

L'économie sociale et les élections européennes : enjeux et perspectives

Manon Désert

Avril 2014

Avec le soutien de _____



L'Europe pour
les citoyens



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



RÉGION DE
BRUXELLES-
CAPITALE

Pour la Solidarité – PLS

Fondé à Bruxelles en 2002, ***Pour La Solidarité – PLS*** est un laboratoire d'idées indépendant qui œuvre en faveur de l'Europe solidaire et durable. Engagé à penser et à construire l'amélioration sociétale, ***Pour la Solidarité – PLS*** met au service des décideurs ses réflexions et actions centrées sur la valeur de solidarité.

MISSIONS

En tant que think & do tank spécialisé en matières européennes, ***Pour la Solidarité*** se consacre à la formulation de propositions et recommandations de politiques publiques, à l'accompagnement personnalisé d'acteurs publics et privés sous forme de conseil et de formation et à la gestion d'espaces pluriels d'information et de dialogue.

FAIRE RÉSEAU

Animé par la volonté de créer des liens de coopération, ***PLS*** conseille les acteurs clés (pouvoirs publics, entreprises et organisations de la société civile) et les fédère en un vaste réseau ouvert de partenaires européens. Grâce à cette communauté d'alliances, ***Pour la Solidarité – PLS*** développe de nombreux projets transnationaux.

COLLECTION ÉDITORIALE

Pour la Solidarité – PLS édite une série de publications périodiques, disponibles en version papier et digitale sur son portail web. Les Cahiers Pour la Solidarité présentent les résultats de recherches comparatives européennes, les Working Papers donnent un éclairage sur des enjeux d'actualité, les Études & Dossiers apportent analyse et réflexion sur des sujets innovants. Le Télex Pour la Solidarité, lettre électronique mensuelle, permet de suivre l'actualité européenne.

VEILLE EUROPÉENNE

Quatre Observatoires européens et leurs newsletters consultables en ligne, recensent de façon thématique les bonnes pratiques et l'actualité en matière d'Économie sociale, de Diversité, de Participation citoyenne et de Logement durable.

FAVORISER LE DIALOGUE

PLS organise et participe à de nombreuses rencontres et conférences au niveau européen. Sa présence à Bruxelles et son réseau de partenaires dans les États membres lui permettent d'être présent dans des lieux de discussion pour échanger et débattre de l'avenir de l'Europe solidaire et durable.

DE L'IDÉE AU PROJET

Fort de son expérience décennale en matière d'accès aux financements européens, ***Pour la Solidarité*** multiplie les initiatives sur le terrain et accompagne les acteurs politiques, économiques et sociaux en délivrant de façon dédiée des services de conseil, de formation et de veille spécialisée.

Pour la Solidarité – PLS concentre ses activités sur cinq axes directeurs :

- Affaires sociales
- Économie sociale
- Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et Diversité
- Développement durable
- Participation citoyenne

Sommaire

1.

Sommaire	3
Avant-propos – Élections européennes 2014 : un vote décisif pour l'Europe sociale	4
Introduction.....	5
I. La politique européenne pour l'économie sociale et le rôle du Parlement européen.....	7
1. Les politiques européennes actuelles en faveur de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social.....	7
2. Le Parlement européen : influence et actions relatives à l'économie sociale	11
II. La place de l'économie sociale dans les élections européennes.....	13
1. L'économie sociale : oubliée des programmes ?.....	13
2. Des propositions diverses à même de contribuer au développement de l'économie sociale	18
III. Les revendications des acteurs à la veille des élections européennes.....	24
1. Pour une Europe plus sociale et solidaire	24
2. Créer un écosystème favorable au développement de l'économie sociale	25
Conclusion.....	27
Bibliographie	28

Avant-propos – Élections européennes 2014 : un vote décisif pour l'Europe sociale

Un important rendez-vous électoral approche : du 22 au 25 mai prochain, l'Europe invitera 400 millions de citoyens à élire leurs représentants au Parlement européen. Ce rendez-vous ne doit pas être celui de la désaffection pour l'Europe, du triomphe de l'abstention et du succès des listes anti-démocratiques. 2014 pourrait bien marquer une nouvelle étape de la démocratie européenne : pour la première fois, chaque citoyen/ne aura, via son vote pour le Parlement, un rôle à jouer dans la désignation du futur président de la Commission européenne.

À chacun d'entre nous, citoyens et citoyennes européennes, de prendre nos responsabilités et d'exiger la nécessaire mise en œuvre de l'Europe sociale. Arrêtons de blâmer l'Europe et exigeons de nos élu/e/s – nationaux et européens – qu'ils/elles travaillent en profondeur au fondement de cette Europe dans laquelle tous les citoyens bénéficieront solidairement d'une « économie intelligente, durable et inclusive », dont, nous en sommes convaincus, l'économie sociale fait partie intégrante. Représentant près de 10% de l'emploi en Europe, les entreprises de l'économie sociale ont su démontrer leur forte résistance à la crise et offrent un modèle économique alternatif capable d'apporter des réponses durables aux défis d'aujourd'hui.

Notre Think Tank *Pour la Solidarité – PLS* vous propose cette note afin de comprendre et décrypter la place accordée à l'économie sociale dans les programmes électoraux européens, et donc les politiques communautaires des cinq prochaines années. L'économie sociale comme économie de la réparation ou comme levier de développement respectueux de l'humain et de l'environnement ? À chacun/e de choisir !

Solidairement vôtre,

Denis Stokkink, Président de *Pour la Solidarité*

Introduction

« L'économie sociale a un poids certain dans l'économie européenne, contribue de façon notable à la prospérité de l'Europe. [...] **Nous avons besoin de davantage d'économie sociale en Europe pour mieux résister à la crise** »¹ annonçait Martin Schulz, actuel président du Parlement européen, face aux entrepreneurs sociaux réunis à Strasbourg en janvier dernier.

Ce discours reflète-t-il le point de vue des membres du Parlement européen ? Dans le contexte de crise que nous traversons, cette tendance au soutien à l'économie sociale se généralise progressivement à Bruxelles, et semble au premier abord faire l'objet d'un consensus à un double niveau politique et culturel, à la fois le long de l'échiquier politique et aux quatre coins de l'Europe.

Pourtant, le concept d'économie sociale reflète des réalités diverses au sein des États membres et encore davantage entre États membres. De fortes empreintes culturelles et idéologiques sont à l'origine de nombreuses façons d'appréhender ce concept et il n'existe d'ailleurs au sein de l'UE pas de définition claire et partagée². Cette diversité d'acteurs et de visions ne facilite pas la reconnaissance de l'économie sociale par les pouvoirs publics, notamment européens, et la mise en œuvre de politiques concrètes. On distingue toutefois deux conceptions dominantes de l'économie sociale en Europe. La première approche se base sur les formes juridiques des organisations : elle rassemble les acteurs dits « traditionnels » de l'économie sociale, historiquement classés en 4 grandes catégories (coopératives, sociétés mutuelles, associations et fondations) caractérisées par une propriété collective, une gouvernance démocratique, une distribution du profit nulle ou limitée et le principe de double qualité³. Une seconde approche met l'accent, elle, sur la finalité des organisations : ces entreprises ne sont pas guidées par le simple profit mais voient d'abord l'activité économique comme un moyen pour atteindre des objectifs sociaux ou sociétaux. Nous entendrons ici par le terme « économie sociale » à la fois les **entreprises collectives** de l'économie sociale et les **entreprises sociales** réalisant des activités d'intérêt général.

Si l'Europe a pendant longtemps accordé peu d'attention à l'économie sociale, la Commission européenne a déployé, à partir de 2011, une importante politique à destination du « social business » (généralement traduit en français par « entrepreneuriat social »). A la veille des élections européennes et de la formation d'une nouvelle Commission (qui devrait être mise en place en octobre 2014), il convient de se demander : comment l'Europe perçoit-elle l'économie sociale et que met-elle en œuvre concrètement pour favoriser le secteur ? Les engagements formulés ont-ils été tenus jusqu'à présent ? (I)

¹ « *Social entrepreneurs, Have your Say* », rencontre organisée par le Comité économique et social européen (CESE) et la Commission européenne les 16 et 17 Janvier 2014, vidéo consultée sur : bit.ly/1ho1LSs

² Voir l'analyse comparative des définitions de l'économie sociale dans les États membres de l'UE : CIRIEC, *L'économie sociale dans l'Union européenne*, Rapport élaboré pour le CESE, 2012 : bit.ly/1IQ0gMd

³ Dans une coopérative de production, les salariés sont aussi les associés (propriétaires) de l'entreprise, dans une mutuelle les sociétaires sont à la fois assurés et assureurs. Dans les associations, enfin, les bénéficiaires doivent parfois être adhérents.

Cette politique fait-elle, par ailleurs, l'objet de divergences politiques ? De nombreux responsables politiques européens font en effet régulièrement l'éloge de l'économie sociale, comme force compensatrice des effets de la crise autant que force productrice d'innovations, mais la politique économique européenne reste largement dominée par une vision économiciste et libérale. Ainsi, que proposent les divers groupes politiques du Parlement européen pour l'Europe économique et sociale de demain et quelle place accordent-ils à l'économie sociale ? (II)

Quelles sont, enfin, les attentes et revendications des acteurs de l'économie sociale sur le continent ? Récemment invités à s'exprimer à Strasbourg, ils requièrent des futurs décideurs politiques européens la création de tout un écosystème favorable aux entreprises de l'économie sociale qui, rappelons-le, représentent 10% de l'emploi en Europe et offre un modèle économique plus résistant, durable et solidaire (III).

I. La politique européenne pour l'économie sociale et le rôle du Parlement européen

Nous proposons ici, à la veille des élections de mai 2014, une « photographie » de l'état d'avancement des politiques de l'UE en matière d'économie sociale. Penser la place accordée à ce secteur dans les programmes électoraux nécessite en effet une bonne compréhension des enjeux actuels, avancées récentes et éventuels obstacles qui persistent aujourd'hui au niveau européen pour favoriser l'émergence de ce tiers secteur.

1. Les politiques européennes actuelles en faveur de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social

Cela fait trois décennies maintenant que l'Europe a adopté ses premières politiques favorables à l'économie sociale, reconnaissant alors sa contribution à la richesse et au bien-être des sociétés européennes⁴. Pourtant, c'est bien la profonde crise qui a frappé l'Europe depuis 2008 qui a poussé l'Union à intégrer l'économie sociale, et plus particulièrement l'entrepreneuriat social, au cœur de sa stratégie économique.

- La place nouvelle accordée à l'entrepreneuriat social dans la stratégie de l'UE

En 2010, alors que « *le monde sort de la plus forte récession économique connue depuis les années 30* » et que la crise a mis en exergue « *les faiblesses économiques structurelles* »⁵ du Vieux Continent, la Commission dévoile son plan « Europe 2020 : stratégie pour la croissance de l'Union européenne »⁶, qui formule trois priorités fondamentales : une croissance **intelligente, durable et inclusive**. L'économie sociale n'est pas inscrite noir sur blanc dans ce document, pourtant, par les valeurs qu'elle défend et les activités qu'elle réalise, elle a manifestement un rôle à jouer dans la concrétisation de ces objectifs.

Dans l'Acte pour le marché unique d'avril 2011, la Commission présente l'entrepreneuriat social comme un des « *12 leviers pour stimuler la croissance et renforcer la confiance* ». Elle s'engage à favoriser « *le développement des entreprises ayant fait le choix, au-delà de la recherche légitime d'un profit financier, de poursuivre également des objectifs d'intérêt général, de développement social, éthique, ou environnemental* », notamment grâce à l'Initiative pour l'entrepreneuriat social.

« Les entrepreneurs sociaux sont au cœur du modèle de nouvelle croissance que la Commission propose pour l'Europe »

Michel Barnier,
Commissaire européen au Marché
intérieur et aux Services
Strasbourg, janvier 2014

⁴ Plus de détails sur l'historique des politiques européennes d'économie sociale et sur la stratégie Europe 2020 : POUR LA SOLIDARITE, *Quelle place pour l'économie sociale en Europe ?*, Working Paper, juillet 2013

⁵ Site web de la COMMISSION EUROPÉENNE (France), *La stratégie Europe 2020 en bref* : bit.ly/R9mYVF

⁶ COMMISSION EUROPÉENNE, Communication « Europe 2020 – Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive », COM(2010) 2020, 3.3.2010.

La Commission privilégie dès lors une approche par la finalité des activités, tout en précisant que « *pour pouvoir se développer et répondre à ses objectifs, le secteur [...] devra pouvoir bénéficier de modes d'organisation à statut juridique particulier* »⁷.

Pour la première fois, l'entrepreneuriat social est donc envisagé par les autorités européennes non seulement comme un « tampon contre la crise » mais également comme un « *agent [parmi d'autres] d'une sortie structurelle de la crise* »⁸.

- **L'ambitieuse Initiative pour l'entrepreneuriat social (IES), 2011**

Cette initiative, lancée le 25 octobre 2011, constitue la politique européenne la plus aboutie à destination des entreprises sociales. Elle présente un **plan de 11 actions-clés** structurées en 3 axes : le premier vise à faciliter l'accès au financement de ces entreprises, le second concerne le renforcement de la visibilité de l'entrepreneuriat social et le dernier l'amélioration de l'environnement réglementaire.

Deux ans et demi après son adoption, la question se pose : l'ambition de la Commission est-elle bien réelle ou cette Initiative n'est-elle qu'une simple déclaration de bonnes intentions ? L'évènement « Entrepreneurs sociaux – Prenez la parole » organisé par le CESE et la Commission à Strasbourg en janvier dernier a été l'occasion pour les institutions comme pour les acteurs du secteur de faire **un premier bilan**⁹.

Actions-clés	Quel bilan début 2014 ?
Axe n° 1 : Faciliter l'accès aux financements pour les entreprises sociales	
Proposer un cadre réglementaire européen pour les fonds d'investissement solidaire	• Le label « Fonds d'entrepreneuriat social européen » (EuSEFs) est entré en vigueur en juillet 2013 • Le label fonds de capital-risque européen a été créé en 2012¹⁰ • Les investisseurs peuvent recourir au passeport européen depuis juillet 2013
Favoriser le microcrédit	• Lancement du programme Progress Microfinance ¹¹ en 2010. Pour la période 2014–2020 : €77.75 millions prévus (ce qui pourrait générer selon la CE 400 à 450 millions d'euros de microcrédits).
Mettre en place un instrument financier européen (90M €)	• Pour 2014–2020, un budget de 85 millions d'€ est prévu pour soutenir les entrepreneurs sociaux, dans le cadre du Programme pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI)

⁷ COMMISSION EUROPÉENNE, Communication « L'Acte pour le marché unique. Douze leviers pour stimuler la croissance et renforcer la confiance. Ensemble pour une nouvelle croissance », COM(2011) 206 final, 13.4.2011

⁸ CIRIEC, *L'économie sociale dans l'Union européenne*, Rapport d'information élaboré pour le CESE, 2012.

⁹ Voir COMMISSION EUROPÉENNE, « Initiative pour l'Entrepreneuriat social, résultats obtenus à ce jour », 01.2014 : bit.ly/1mVpThq

¹⁰ Site web de la COMMISSION EUROPÉENNE (Marché unique), *Capital Risque* : bit.ly/1kB3pIP

¹¹ Site web de la COMMISSION EUROPÉENNE (Employment, Social affairs and Inclusion), *Progress Microfinance* : bit.ly/1ghWIGY

Faire des entreprises sociales une priorité des fonds structurels	• Parmi les 11 priorités de la politique de cohésion 2014–2020, figurent la promotion de l'emploi, de l'inclusion sociale, de la lutte contre la pauvreté et de l'éducation.
Axe n° 2 : Renforcer la visibilité et la reconnaissance de l'entrepreneuriat social	
Etablir une cartographie des entreprises sociales en Europe	En cours. Prévu pour juin 2014
Créer une base de données publique des labels applicables	A venir. Prévu pour fin 2014
Renforcer les compétences des administrations nationales et régionales en la matière	• Budget de 8 millions d'euros prévus à cet effet pour la période 2014–2020 • Rédaction d'un « Guide de l'innovation sociale » par la Commission européenne en 2013
Créer une plateforme multilingue d'échange pour les entrepreneurs sociaux et investisseurs	• Plateforme électronique « Social Innovation Europe » ¹² lancée en mars 2011
Autres	• Financement de programmes liés à l'éducation (Jeunesse en Action, Erasmus, etc.) en faveur de l'éducation et la formation des entrepreneurs sociaux en Europe • Mise en place d'un forum pour les PME en 2010 pouvant profiter aux entreprises sociales
Axe n° 3 : Améliorer l'environnement réglementaire	
Faire évoluer les statuts des formes juridiques de l'économie sociale à une échelle européenne	• Statut de la fondation européenne adopté par le Parlement européen juillet 2013¹³ • Statut de la mutuelle européenne : déclarations du Commissaire Tajani en janvier 2014 annonçant une initiative législative en faveur des mutuelles • Le statut de société coopérative européenne existe déjà : la Commission a « <i>procédé à une consultation publique afin de simplifier son statut actuel et faciliter son utilisation</i> »¹⁴ • Pas d'avancées significatives sur un éventuel statut européen des associations
Renforcer les critères de qualité dans l'attribution des marchés publics	• Nouvelle réglementation européenne sur les marchés publics et les contrats de concession adoptée par le Parlement en janvier 2014
Simplifier les règles d'attribution des aides publiques aux services sociaux	• « Paquet Investissements Sociaux », communication de la Commission en février 2013¹⁵

¹² <https://webgate.ec.europa.eu/socialinnovationeurope/home>

¹³ Il doit maintenant être discuté au Conseil de l'UE

¹⁴ COMMISSION EUROPÉENNE, « Initiative pour l'entrepreneuriat social de la Commission Européenne », 01.2014 : bit.ly/1mVpThq

¹⁵ Voir site web de la COMMISSION EUROPÉENNE, Communiqué de presse « Investissements sociaux: la Commission encourage vivement les États membres à mettre l'accent sur la croissance et la cohésion sociale », 20.02.13 : bit.ly/1hyjxT0

Lors de la dernière audience de l'Intergroupe économie sociale du Parlement européen le 2 avril 2014, la Commission européenne a souligné que **sur les 11 actions-clés, 9 avaient déjà été réalisées** et que les deux dernières (actions n° 5 et 6) verront le jour avant la fin de l'année. Un relatif consensus a d'ailleurs émergé au sein des représentants de l'économie sociale quant à l'ampleur du travail réalisé par la Commission au cours des dernières années. Si certains regrettent son approche trop axée sur l'« entrepreneuriat », l'UE semble donc bien engagée dans le vaste chantier de la construction de politiques favorables à l'économie sociale au niveau communautaire.

- **L'innovation sociale au centre des attentions**

La thématique de l'innovation sociale¹⁶ semble particulièrement avoir le vent en poupe à Bruxelles. Alors que de nombreux problèmes sociaux ont été exacerbés par la crise et que la rigueur budgétaire est de mise, les États européens se mobilisent pour créer un écosystème incitant l'ensemble des acteurs socio-économiques à trouver des **réponses créatives et innovantes**. Le concept d'innovation sociale occupe donc une place grandissante dans la stratégie européenne, et est appréhendé de manière transversale dans les politiques dédiées à l'entrepreneuriat social. Il a également fait l'objet d'un programme de la Commission européenne : le « Programme pour l'emploi et l'innovation sociale » (**EaSI**)¹⁷ visant à simplifier et à coordonner les instruments existants dans le soutien aux actions socialement innovantes, notamment : le programme pour l'emploi et la solidarité sociale (PROGRESS), le portail européen de la mobilité et de l'emploi (EURES), et le programme Progress Microfinance (voir tableau ci-dessus). Au-delà de sa fonction réparatrice, c'est donc bien la capacité d'innovation de l'économie sociale qui explique la main tendue de l'Europe envers les acteurs de l'économie sociale.

- **Les enjeux de la mesure de l'impact social**

La mesure d'impact social est aussi très largement discutée à Bruxelles et dans les États membres. Elle est souvent perçue comme un enjeu pour la visibilité de l'économie sociale au sens où, en l'absence d'instruments adéquats, les organisations ont des difficultés à mesurer et donc à faire reconnaître leur utilité sociale par l'ensemble des acteurs, dont les investisseurs « socialement responsables », de plus en plus nombreux et soutenus par de nouveaux dispositifs européens. Si le développement d'indicateurs à même de refléter l'impact social des organisations pourrait permettre au secteur de se consolider, cette évolution n'est pourtant pas sans risque¹⁸.

La Commission européenne a notamment besoin d'une **méthodologie** permettant de mesurer l'impact social dans le cadre des programmes EuSEFs (Fonds d'entrepreneuriat

¹⁶ Voir AVISE, *L'innovation sociale en Europe : Politiques européennes et pratiques d'innovation sociale dans trois États membres*, Les Repères de l'Avise, Questions européennes n°5, septembre 2012

¹⁷ Lancé sous le nom de « Programme pour le Changement social et l'innovation sociale » (PCSI)

¹⁸ Pour plus de détails sur les opportunités et risques de la mesure de l'impact social, voir les conclusions du colloque « Entreprises sociales, pourquoi et comment mesurer votre impact social ? » – organisé par POUR LA SOLIDARITE en partenariat avec SAW-B le 11/02/14 à Bruxelles : bit.ly/1cpSp4T

social européen) et EaSI, qui proposera des prêts, investissements et garanties pour les entreprises sociales démontrant un impact social « mesurable ». Afin de la guider dans l'élaboration de cette délicate politique, la Commission a mandaté un **groupe d'experts** en entrepreneuriat social (le GECES), dont le « sous-groupe sur la mesure de l'impact social » a écrit un premier rapport en novembre 2013. Il y énumère une série de « standards » mais reste prudent, précisant qu'on ne peut élaborer un cadre unique d'évaluation à partir d'une approche *top-down*¹⁹.

2. Le Parlement européen : influence et actions relatives à l'économie sociale

Les élections européennes sont l'occasion de s'interroger sur le rôle effectif des membres du Parlement dans l'élaboration des politiques mentionnées plus haut. Si la Commission européenne occupe une place privilégiée, comme pour l'ensemble des domaines, les députés élus par les citoyens européens disposent toutefois d'un pouvoir d'influence.

- **Le rôle croissant du seul organe européen directement élu**

Le Parlement peut influencer la politique économique et sociale de l'UE, d'abord parce qu'il partage le pouvoir législatif avec le Conseil – il peut donc amender, modifier, rejeter ou voter les actes législatifs communautaires proposés par la Commission²⁰.

Par ailleurs, alors que 60% des Européens n'ont pas confiance dans l'UE selon la dernière enquête Eurobaromètre (soit deux fois plus qu'en 2007), les décideurs politiques tentent de convaincre que ces élections sont différentes car pour la première fois, la majorité politique qui sort des urnes pourra désigner de manière indirecte le prochain président de la Commission européenne. Officiellement, le Traité de Lisbonne prévoit qu'il revient aux chefs d'État et de gouvernement de désigner – à la majorité qualifiée – le futur président de la Commission « en tenant compte » du résultat du scrutin, le Parlement pouvant « simplement » refuser le candidat.

- **La Commission européenne, pivot des politiques communautaires en matière d'économie sociale**

La Commission européenne reste toutefois l'institution-clé des politiques européennes pour l'économie sociale car son influence y est majeure dans la construction et dans la mise en œuvre de celles-ci. Pouvoir exécutif de l'Union, elle dispose également du monopole sur l'initiative législative et adopte, chaque année, près de 3000 mesures exécutives (sous formes de règlements, directives ou décisions).

Actuellement il n'y a pas, au sein de la Commission d'instance spécialisée dans l'économie sociale. Trois Directions générales (DG) sont principalement concernées par ces questions et ont conjointement lancé l'Initiative pour l'entrepreneuriat social : la DG Emploi, Affaires

¹⁹ Site web de la COMMISSION EUROPÉENNE (Marché unique), Sous-groupe mesure de l'impact social : bit.ly/1qjcxli

²⁰ Plus d'infos sur REPUBLIQUE FRANCAISE (Vie publique), *Quel est le rôle du Parlement européen ?* : bit.ly/1is3IPA

sociales et Inclusion (actuel commissaire : László Andor), la DG Entreprises et Industrie (Antonio Tajani), la DG Marché intérieur et Services (Michel Barnier).

Nous l'avons vu, au lendemain de la crise économique, ces commissaires aux couleurs politiques diverses²¹ ont fait preuve de volontarisme dans leur soutien à l'économie sociale. Comment l'expliquer ? Ce sont avant tout des **considérations d'ordre économique** qui motivent leurs politiques. « *De quoi parle-t-on en Europe actuellement ? On parle de la crise, du chômage, de l'emploi. Si la première bataille est celle-là, alors ces entreprises ont un rôle à jouer* » a annoncé M. Barnier en janvier, avant d'ajouter : « *mon idée, c'est que dans cette bataille pour la compétitivité, chaque entreprise est nécessaire, chaque citoyen est nécessaire, chaque territoire est nécessaire* »²².

Par ailleurs, la légitimité de la Commission en la matière a été renforcée par la mise en place, dans le cadre de l'IES, d'un groupe d'experts sur l'entrepreneuriat social (GECES) régulièrement consulté par la Commission²³.

- **Les actions du Parlement européen relatives à l'ES**

L'économie sociale est régulièrement abordée dans l'hémicycle, soit lors de propositions législatives sectorielles, soit, plus rarement, lors de textes touchant l'ensemble du secteur. Le Parlement a récemment adopté, en janvier 2014, la directive sur la passation des marchés publics intégrant des clauses sociales. Il a également fait de nombreuses propositions de résolution (non-contraignantes), au sein desquelles figurent : l'important rapport de Heinz K. Becker relatif à l'Initiative pour l'entrepreneuriat social (octobre 2012) et des textes relatifs aux organisations dites « statutaires » de l'économie sociale : le rapport Toia sur la contribution des coopératives à la sortie de crise (février 2013) et les rapports relatifs aux statuts de la mutualité européenne (mars 2013) et de la fondation européenne (juillet 2013).

Certains eurodéputés se démarquent tout spécialement par leur engagement en faveur de l'économie sociale. Au sein du Parlement européen, un forum informel – **«l'Intergroupe économie sociale»** créé dès 1990 – permet d'ailleurs à des députés d'horizons divers de discuter des questions liées à ce sujet. L'Intergroupe organise régulièrement des auditions réunissant des députés, des représentants d'autres institutions de l'UE et des représentants de la société civile. Les députés qui le composent suivent également de près les travaux législatifs des comités du Parlement et peuvent poser des questions parlementaires au Conseil ou à la Commission sur un large éventail de sujets²⁴. Cette instance, même informelle, contribue donc bien à l'inscription de l'économie sociale dans l'agenda du Parlement européen.

²¹ Au sein de la Commission Barroso II (2010–2014), les commissaires Barnier et Tajani sont issus du Parti Populaire Européen (PPE), tandis que László Andor fait partie des 6 commissaires sur 27 appartenant au Parti Socialiste Européen (PSE).

²² Discours tenu à Strasbourg lors de l'évènement « Social entrepreneurs : Have your Say », 16/17 janvier 2014. Vidéos accessibles sur <http://future.arte.tv/fr/entrepreneuriat-social>

²³ COMMISSION EUROPÉENNE (Marché unique), <http://ec.europa.eu> : bit.ly/1iDusY0

²⁴ Le secrétariat du réseau SOCIAL ECONOMY EUROPE apporte un important soutien logistique à cet intergroupe.

II. La place de l'économie sociale dans les élections européennes

« *Emploi* », « *défis économiques* », « *récession* », « *austérité* », « *régulation bancaire* », « *nouvelle politique industrielle* »... L'économie est bel et bien au cœur de la campagne européenne. La nécessaire conciliation entre croissance et réduction des dettes publiques des États membres cristallise l'attention des eurodéputés, qui présentent tous une recette aux ingrédients variés pour sortir l'Europe du marasme économique. L'entrepreneuriat social et l'économie sociale en font-ils partie?

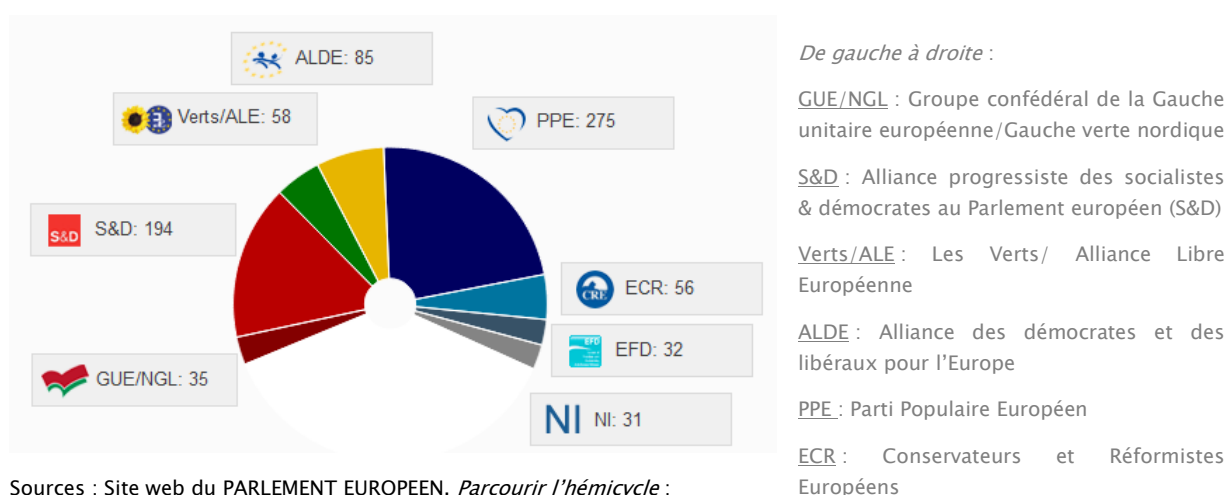
1. L'économie sociale : oubliée des programmes ?

Avant d'analyser le contenu des programmes des partis politiques européens, revenons brièvement sur la nature de ces partis et leur influence respective à Strasbourg.

- **Le paysage politique européen**

Le Parlement européen est aujourd'hui composé de 766 députés élus (ce chiffre passera à 751 après les élections), dont les sièges sont attribués aux 28 États membres en fonction de leur population. Les eurodéputés sont toutefois bien regroupés dans l'hémicycle par affinité politique et non par nationalité. Ils sont ainsi invités à se regrouper dans des « groupes politiques » – composées d'au minimum 25 députés originaires d'au moins un quart des États membres de l'UE. Sur les 7 groupes actuellement représentés, le groupe de centre-droit du Parti populaire européen (PPE) est de loin majoritaire au Parlement. Rassemblant notamment les Français de l'UMP et les Belges du CD&V, ce groupe est assez largement influencé par la CDU/CSU allemande dont est issue la chancelière Angela Merkel.

Répartition des sièges du Parlement Européen (2009–2014)



À ces groupes parlementaires correspondent des partis politiques européens, qui ont souvent tenté d'harmoniser les programmes électoraux de leurs membres par la rédaction d'un manifeste transnational commun pour les prochaines élections européennes. Cela n'est

pourtant ni automatique ni exhaustif : d'autres propositions sont parfois accessibles sur les sites internet des partis ou dans des publications²⁵.

- **De rares allusions à l'économie sociale**

L'« économie sociale », qu'elle soit envisagée comme un secteur économique, comme un ensemble de pratiques, de valeurs ou comme un réel projet de transformation sociale, semble a priori absente de nombreux programmes politiques européens.

En effet, seuls deux partis y font explicitement référence dans leurs documents programmatiques. Le Parti **socialiste** européen (PSE) d'abord, affiche clairement son soutien « à l'économie sociale et aux PME » dans son manifeste²⁶, et affirme dans son Programme fondamental ²⁷ vouloir **stimuler les « modèles d'entrepreneuriat démocratiques »** en soutenant les coopératives et mutuelles. Par ailleurs, dans la plate-forme d'interpellation citoyenne *choisirnotreeurope.fr* sur laquelle les électeurs sont invités à voter pour leurs propositions favorites, l'économie sociale et solidaire fait l'objet d'une proposition (n°38 : **« développer et protéger des règles de la concurrence l'économie sociale et solidaire qui constitue un gisement d'emplois et d'innovations »**), classée 12^{ème} par les internautes mi-avril 2014. Les **Verts**, quant à eux, donnent dans leur manifeste une place à l'économie sociale dans un paragraphe sur « la renaissance de l'industrie pour une Europe durable ». Ils s'engagent à promouvoir, entre autres, les « PME » et « coopératives », « l'entrepreneuriat, et en particulier l'entrepreneuriat social » ainsi que la démocratie au travail²⁸. Les autres partis ne mentionnent pas explicitement « l'économie sociale » et/ou « l'entrepreneuriat social » comme objectif politique prioritaire.

- **De la nécessité d'aborder l'économie sociale de manière transversale**

Les engagements des socialistes et écologiques en la matière doivent bien sûr être soulevés, mais il serait réducteur d'arrêter notre analyse à la promotion explicite de l'économie sociale dans les programmes, et ce pour deux raisons.

D'abord, rassembler l'ensemble des initiatives présentant des caractéristiques communes ou proches dans un « tout » juridiquement délimité appelé « économie sociale » et, surtout, élaborer une politique spécifique à cet ensemble multiforme ne font pas consensus. Certains considèrent en effet que, compte-tenu de l'hétérogénéité du secteur, il n'est ni facile ni pertinent de concevoir une politique à destination de ces seules entreprises. L'économie sociale, doit, selon eux, être abordée de manière transversale, dans le cadre de différentes politiques (relatives à l'industrie, à l'agriculture, à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, à la lutte contre les discriminations par exemple). Et c'est d'ailleurs déjà le cas ! De

²⁵ Nous avons ici tenté de prendre en compte l'ensemble des propositions inscrites dans tout ou partie des supports programmatiques.

²⁶ PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN, *Manifeste du PSE, Pour une nouvelle Europe*, 01.03.2014 : bit.ly/1svmU0m

²⁷ Le PSE est le seul parti à avoir rédigé un programme fondamental plus approfondi (en anglais seulement), accessible sur : bit.ly/1enVtwe

²⁸ En anglais dans le texte. EUROPEAN GREEN PARTY, *Adopted Common Manifesto 2014, Green Electoral Convention*, 22.02.2014, Brussels.

nombreuses politiques, notamment sectorielles, concernent les entreprises de l'économie sociale, qui sont certes des entreprises particulières mais qui ont aussi leurs propres domaines de spécialité. Certaines réglementations intègrent d'ailleurs des clauses spécifiques à une partie de l'économie sociale, à l'instar de la dernière directive européenne sur les marchés publics qui ouvre de nouvelles opportunités pour les entreprises d'insertion en Europe.

De plus, de nombreuses propositions n'impactent pas directement les acteurs de l'économie sociale mais contribuent à la promotion des valeurs généralement partagées par l'ensemble de ses composantes, notamment la réduction des inégalités, la cohésion sociale, le développement durable et la gouvernance économique « démocratique ». Prenons ici l'exemple de l'engagement du PSE de régulation bancaire et de plafonnement du bonus des banquiers, une mesure très symbolique de responsabilisation du monde de la finance et de rétablissement d'une forme de justice sociale, mais qui n'est pas directement en lien avec l'économie sociale.

Ainsi, dans leurs programmes, les partis politiques exposent bien une vision, une stratégie de croissance et de développement au sein de laquelle les valeurs de l'économie sociale trouvent un écho plus ou moins favorable.

- **Les priorités des partis politiques européens : révélatrices des modèles de développement divergents pour l'Europe de demain**

Un tableau comparatif des priorités de 6 familles politiques européennes pour la prochaine législature permet de mieux saisir le modèle proposé par chacune d'entre elles.

Chefs de file et priorités des principaux groupes politiques du Parlement européen

Jean-Claude Juncker (Luxembourg)	Martin Schulz (Allemagne)	Guy Verhofstadt (Belgique)	José Bové (France) et Ska Keller (Allemagne)	Ne présentera pas de candidat	Alexis Tsipras (Grèce)
■ Croissance durable et création d'emplois (contexte favorable à l'investissement privé et à l'entrepreneuriat + investissement dans l'éducation, la recherche et les nouvelles technologies) ■ Pour une économie sociale de marché combinant liberté et solidarité ■ Migration : promotion de la migration au sein de l'UE/lutte contre l'immigration illégale ■ Lutte contre le crime organisé et terrorisme	10 projets : ■ Priorité à l'emploi (politique industrielle européenne, soutien PME et économie verte) ■ Relancer l'économie (via investissements dans l'innovation, la recherche et la formation) ■ Mettre la finance au service des citoyens et de l'économie réelle ■ Pour l'Europe sociale ■ Une Union pour l'égalité et les droits des femmes ■ Une Union de la diversité (liberté de	■ Relever les défis économiques de la récession et du chômage par des politiques libérales (concurrence, lutte contre le protectionnisme et l'ingérence gouvernementale) et renforcement du marché unique ■ Réorienter le budget vers la croissance et la réduction des dépenses administratives ■ Pour + de transparence et – de bureaucratie des institutions	■ Promotion d'un "New deal vert", construit autour de 3 axes principaux: ■ Lutte contre le chômage, la pauvreté et l'injustice sociale (rejet du pacte de compétitivité, lutte contre dumping social) ■ Transformation des économies par l'innovation et des solutions éco-efficaces ■ Re-régulation bancaire	Pas de manifeste « pan-européen » <u>Principes fondateurs</u> : ■ la libre entreprise, la concurrence, la réglementation minimale, une fiscalité peu élevée et un petit gouvernement ■ la liberté de l'individu, une plus grande responsabilité personnelle et une plus forte responsabilité démocratique; ■ l'intégrité souveraine de l'État-nation, l'opposition au	Pas de programme commun, une plateforme programmatique définissant 6 axes prioritaires : ■ Résister à l'austérité ■ Un nouveau modèle pour le développement social et écologique ■ Redonner du pouvoir au peuple – pour une révolution citoyenne ■ Pour une Europe sociale, une Europe des droits

■ Renforcement sécurité & défense européenne ■ Une politique d'élargissement européen prudente ■ Renforcement partenariat USA-UE ■ Réforme de la politique de développement de l'UE pour qu'elle soit efficace et mesurable	mouvement dans l'UE, solidarité entre États-membres dans les politiques d'asile et d'immigration) ■ Sécurité et santé pour tous les Européens ■ + de démocratie & de citoyenneté active ■ Une Europe verte ■ Promouvoir l'influence de l'Europe dans le monde	européennes ■ Transition vers un développement durable (système d'échanges de quotas CO2, investissement dans les énergies renouvelables...) ■ Rétablissement stabilité finances publiques ■ Lutte contre toutes formes de discrimination ■ Promotion des droits de l'homme hors UE et renforcement sécurité & défense européenne	■ S'engager sérieusement dans la lutte contre le changement climatique et la crise écologique ■ Europe dans le monde : droits de l'homme, éradication de la pauvreté, des politiques migratoires justes. ■ Vers plus de démocratie en Europe (égalité homme/femme, renforcement du pouvoir des citoyens & parlements, protection des données...)	federalism européen ■ relations fortes avec l'OTAN ■ le contrôle effectif de l'immigration ■ la fin de la bureaucratie gaspilleuse et excessive, plus de transparence	■ Pour le commerce équitable dans le monde. Refus du grand marché transatlantique. ■ Pour une Europe de la paix (dialogue politique plutôt qu'intervention militaire)
---	--	---	---	--	--

2. Des propositions diverses à même de contribuer au développement de l'économie sociale

Arrêtons-nous maintenant plus en détail sur les mesures susceptibles d'avoir un impact – direct ou indirect – sur les différentes composantes de l'économie sociale. L'offre des partis politiques est inégale en la matière.

-  Zoom sur quelques propositions :

					
■ Mise en place des conditions favorables pour les PME, start-up et entrepreneurs ■ Environnement : investissement dans les énergies renouvelables (tout en préservant des coûts énergétiques abordables pour l'industrie)	■ Restauration du contrôle démocratique /participation de toutes les parties prenantes dans les processus décisionnels économiques ■ Développement de nouveaux indicateurs (qualitatifs) de la performance économique ■ Fiscalité : incitatifs fiscaux comme source de financement pour	■ Simplification de l'accès au financement pour les nouvelles entreprises innovantes ■ Soutien de l'UE (via fonds structurels) aux secteurs d'avenir comme les énergies renouvelables ■ Agriculture : une politique agricole équilibrée entre 3 piliers du développement durable : réduction des	■ Promotion de l'entrepreneuriat vert ■ Promotion de la démocratie à tous les niveaux de la société ■ Durabilité au cœur de toute décision économique/ développement de nouveaux indicateurs de prospérité durable et bien-être ■ Priorité aux transports verts	Pas de manifeste commun	■ Fin des plans d'austérité / Réorientation des budgets publics vers la solidarité, l'aide aux individus et pays en difficulté ■ Garantie des droits fondamentaux pour tous grâce aux services publics : –un accès pour tous à la protection sociale, à l'éducation publique, aux biens communs, à la culture

	l'emploi, l'éducation, l'innovation. ■ Maintien et modernisation de l'État-providence et des services publics ■ Stimulation des modèles d'entrepreneuriat démocratiques, via un soutien aux coopératives et mutuelles ■ Environnement : investissement dans l'économie verte, les énergies renouvelables et technologies vertes ■ Cohésion sociale : soutien aux initiatives qui participent à la vie des quartiers et favorisent le bénévolat	subventions agricoles, facilitation de l'accès aux technologies agricoles, incitations au tourisme écologique dans les zones rurales ✗ Suppression des subventions « inutiles »: l'argent de l'UE, en particulier les fonds structurels, doivent être dédiés à la création d'emplois (et non distribués sous forme de revenus subventionnés)	■ Agriculture et alimentation : soutien à une agriculture locale et paysanne, circuits-courts de distribution/ Promotion d'une alimentation durable, saine, diverse et éthique/ Lutte contre le gaspillage alimentaire/Mise en place d'une démocratie alimentaire ■ Promotion d'une économie circulaire, de la réutilisation et du recyclage ■ Commerce international : promotion de pratiques commerciales équitables		–promotion du droit des femmes, des migrants, des handicapés et autres populations fragilisées ■ Reconversion de l'industrie européenne – développement de circuits-courts de production et consommation ■ Finance : lutte contre la spéculation financière/ promotion d'un marché financier au service des citoyens / lutte contre l'exclusion bancaire ■ Commerce équitable : renégociation des accords de libre-échange avec l'Amérique Latine et les Caraïbes
--	--	--	--	--	--

- Et qu'en disent les eurodéputés candidats ?

Pour la Solidarité – PLS vous livre ici ses interviews exclusives²⁹ d'eurodéputés candidats qui se sont distingués pour leur engagement en faveur de l'économie sociale au cours de la dernière législature du Parlement européen.

Nos trois questions à ...

Marc Tarabella, co-président de l'Intergroupe économie sociale (S&D)



S&D
Group of the Progressive Alliance of
Socialists & Democrats
in the European Parliament

1°) L'économie sociale ayant démontré sa capacité à formuler des réponses durables à la crise, quelle place accorde le PSE à l'économie sociale dans son programme électoral ? L'Europe doit-elle aller plus loin que l'Initiative pour l'entrepreneuriat social ?

« Dans son programme électoral, le PSE indique que les Européens, femmes et hommes, doivent avoir un **emploi décent** qui leur permette d'avoir une bonne qualité de vie. La création des nouveaux emplois passe indiscutablement par le soutien à l'économie sociale, vecteur de cohésion économique et sociale au sein de l'Union européenne ».

« L'Initiative pour l'Entrepreneuriat Social, lancée par la Commission européenne en 2011, représente un premier pas dans la promotion des entreprises sociales. [...] La déclaration de Strasbourg indique clairement que l'Union doit **engager une 2^{de} phase de l'Initiative**, afin d'élargir son domaine d'action.[...] Beaucoup de choses restent à faire, et j'estime que la nouvelle Commission devra agir dans ce sens : avancer sur la question des **statuts**, clarifier les compétences des différentes Directions générales en matière d'économie sociale, ou encore **évaluer l'état d'avancement** de la mise en œuvre de la déclaration de Strasbourg ».

2°) Votre proposition-clé pour soutenir l'économie sociale en Europe ?

« **Accroître la compréhension, la sensibilisation et la confiance des jeunes dans ce secteur** ». Avec plus de 5,5 millions de jeunes sans emploi au sein de l'Union européenne, l'économie sociale et solidaire se présente comme une solution pertinente [...] Compte tenu de la demande croissante de la part des jeunes qui veulent mettre leur énergie et compétences au service d'entreprises poursuivant des finalités sociales et environnementales, l'UE doit faire le nécessaire pour leur permettre de passer d'une part de rêve à quelque chose de plus tangible. Une des solutions serait **l'introduction de l'ESS dans le paysage universitaire** »

3°) Quelles opportunités pour l'économie sociale suite à la réglementation européenne sur les marchés publics adoptée en janvier dernier dont vous avez été rapporteur ? D'autres mesures peuvent-elles être envisagées au Parlement européen à ce sujet ?

« Grâce à la simplification des procédures et à l'introduction des critères sociaux, la réforme de la passation des marchés publics offre d'importantes opportunités à l'économie sociale. La flexibilisation des règles d'attribution a un impact évident notamment dans le **secteur des services sanitaires et sociaux** [...] De plus, il y a une extension des marchés réservés auxquels peuvent participer les ateliers employant 30% de personnes défavorisées ou handicapées. Les critères sociaux jouent également un rôle essentiel pour le secteur parce qu'ils permettent de mettre sur un **pied d'égalité tous les opérateurs économiques** [...] Il est essentiel de veiller à ce que le processus de transposition dans le droit national assure le respect des principes inspirateurs de cette réforme ».

²⁹ Retrouvez la version intégrale des interviews sur notre Observatoire européen de l'entrepreneuriat social et de l'ESS : <http://www.ess-europe.eu/>. Interview de Heinz Becker traduit par l'auteur.



1°) Quelle place le PPE accorde-t-il à l'économie sociale dans son manifeste électoral ? Selon vous, l'Europe doit-elle aller plus loin que l'Initiative pour l'entrepreneuriat social ?

« En tant que rapporteur du Parlement européen sur l'Initiative pour l'entrepreneuriat social, membre actif de la Commission Emploi et Affaires sociales et vice-président de l'Union Européenne des Seniors (UES), j'aimerais souligner l'importance de l'économie sociale sur notre continent. [...] Le PPE met l'accent sur une politique de développement qui soit efficace, responsable et visant à réduire les écarts sociaux et la pauvreté. L'Europe a commencé, avec succès, à soutenir l'économie sociale ; mentionnons à cet égard l'ensemble des mesures adoptées en avril visant à transférer les fonds vers l'économie réelle, la proposition législative pour de nouvelles règles relatives aux fonds de pension professionnels et une nouvelle communication sur le financement participatif. Mais bien d'autres mesures seront nécessaires dans le futur, et l'Europe est loin d'avoir réglé la question ! »

2°) Votre proposition-clé pour soutenir l'économie sociale en Europe ?

« Il y a encore des actions-clés à mettre en œuvre : **soutenir davantage l'entrepreneuriat social et le relier à l'innovation sociale**, s'assurer que l'entrepreneuriat social soit pris en compte dans toutes les mesures élaborées pour mettre en œuvre les nouveaux **programmes d'aide européens** ».

3°) Le PPE devrait-il selon vous être plus actif dans son soutien à l'innovation sociale ?

« L'Union Européenne des Seniors (UES), une organisation liée au PPE, a proposé une résolution lors du Congrès de l'EPP à Dublin les 6 et 7 mars derniers durant lequel le PPE a clairement souligné la priorité politique donnée à l'économie sociale. Je recommande fortement à la Commission [...] de poursuivre l'intégration de la question de l'innovation sociale dans la mise en œuvre des prochains programmes de l'UE. De plus, je souligne l'importance :

- I. de **soutenir des projets pilotes** adoptant des modèles innovants dans les entreprises sociales,
- II. de favoriser l'échange d'expériences et de **bonnes pratiques** de mise en application d'innovations dans les entreprises sociales [...]
- III. d'inclure les experts de l'innovation aux processus de consultation des actions de l'UE visant à une économie sociale européenne hautement innovante.

Je ferai tout mon possible pour aider notre Parti Populaire Européen à jouer un rôle moteur dans le soutien à l'entrepreneuriat social en Europe dans le futur. C'est pourquoi je me bats en tant qu'homme politique européen en Affaires sociales et candidat aux prochaines élections européennes. »



1°) Le Parti de la Gauche européenne a défini comme un de ses axes prioritaires l'adoption d'un « nouveau modèle de développement social et écologique ». En quoi l'économie sociale s'inscrit elle dans ce modèle ?

Pour le PGE, il est temps de refonder les institutions européennes. Depuis au moins 20 ans (mise en œuvre du Marché unique), l'Union européenne semble obsédée par le seul dogme de la concurrence libre et non faussée et de la compétition entre tous et toutes. Aujourd'hui, les politiques que nous appelons austéritaires font payer aux peuples européens une crise financière qui n'est pas la leur mais celles des organismes financiers qui sont préoccupés uniquement par les questions de la rentabilité au mépris des besoins des hommes et des femmes qui vivent sur le territoire de l'UE.

Or, l'économie sociale, par sa nature même, a montré sa capacité de résilience à la crise. Ses acteurs construisent des projets collectifs ancrés sur les territoires. Ils sont d'abord guidés par la solidarité et doivent donc trouver naturellement leur place au sein du nouveau modèle de développement social, solidaire et écologique que nous voulons porter.

2°) Quelle est votre proposition clé pour soutenir l'économie sociale en Europe ?

Je crois plus que jamais qu'il faut reconnaître la **liberté d'entreprendre quel que soit le statut** de l'entreprise. Aujourd'hui, au-delà des mots, le modèle européen reste l'entreprise de capitaux. La question des statuts de l'économie sociale est donc cruciale. Quelques avancées ont été faites notamment avec la révision annoncée du statut de coopérative, la mise en place de celui de fondation et l'annonce de celui sur la mutuelle. [...]

Je suis de plus en plus persuadée qu'il faudrait réfléchir à un **statut européen de société de personnes** qui efface les différences que l'on peut constater d'un pays européen à l'autre et mettrait en avant la propriété sociale des entreprises de l'économie sociale par rapport aux sociétés de capitaux.

*3°) Vous avez récemment souligné que d'importants progrès avaient été réalisés par l'Union européenne en matière d'économie sociale, mais qu'une **confusion subsistait entre « économie sociale » et « entreprise sociale »**. Quels sont, selon vous, les problèmes posés par ce manque de clarification conceptuelle au niveau européen ?*

Oui, des progrès ont été faits. On parle effectivement plus souvent d'économie sociale dans les textes européens mais quasi systématiquement pour la confondre avec l'entrepreneuriat social. Or, je trouve que ce terme est ambigu y compris dans la façon dont on le traduit en anglais (plus souvent par « social business » que par « social enterprises »). Derrière cela, il y a un **double risque : celui du « social washing »** par lequel des entreprises capitalistiques se donnent une bonne image grâce à quelques actions de « communication sociale » et celui de **ramener** une fois encore **les entreprises sociales au caritatif**, c'est-à-dire aux entreprises qui ne s'occupent que des populations les plus fragiles. Dans les deux cas, bien sûr, on passe à côté de la réalité d'une grande majorité des acteurs de l'économie sociale. La vigilance doit donc être de mise et j'espère de nouveau pouvoir y participer dans le cadre de l'Inter groupe « économie sociale » dans le prochain Parlement européen.

Karima Delli (Les Verts – ALE)



1°) Alors que l'économie sociale a démontré ses capacités à formuler des réponses à la crise et à dépasser les seules logiques de profit financier, quelle place lui accorde Europe Ecologie –les Verts dans son programme pour mai 2014 ?

« Face à la concurrence entre individus, entre entreprises, entre territoires et entre États, **l'économie sociale et solidaire (ESS), c'est le choix de la solidarité et**

de la prospérité partagée [...]. L'ESS réinterroge notre modèle de développement et pose avec pertinence la question de la « rentabilité » en conjuguant trois vocations : l'intérêt général, avec des activités à utilité sociale et collective ; l'insertion des personnes, dans une logique de solidarité ; et, enfin, l'objet marchand, mais en remettant à plat les notions de productivité et de rentabilité pour en discuter la finalité. Aujourd'hui, on constate que les problématiques industrielles ne sont pas assez pensées sur le long terme. [...] La gestion à court terme, dictée par une logique strictement financière, doit s'effacer au profit des logiques de long-terme, qui donneraient une place à l'innovation sociale. »

« Nous demandons à ce que l'Europe promeuve ce qui se fait de mieux en termes **d'innovation sociale**, notamment **en favorisant le système coopératif**, ou en redirigeant les financements publics et privés vers les structures de l'économie sociale. La place des salariés dans les instances dirigeantes des grandes entreprises basées en Europe doit être renforcée. »

2°) Quelle est votre proposition-clé pour soutenir l'économie sociale en Europe ?

« Notre ennemie, c'est la finance folle car dérégulée, qui fait circuler des sommes astronomiques dans le monde entier sans rendre service ni à l'économie, ni aux citoyens. [...] Nous proposons de soutenir **l'investissement socialement responsable (ISR)**. Certes moins rentable immédiatement, il tient compte du long terme et de critères environnementaux, sociaux (écarts de revenus, conditions de travail, précarité...) et de gouvernance. »

« Mais surtout, Europe Écologie propose de créer une **agence européenne de notation sociale** pour mettre en avant les bonnes pratiques et faciliter l'accès des entreprises responsables aux financements. Le marché européen est le 1er du monde. Il se doit donc de tirer la production mondiale vers le haut, socialement et écologiquement. »

3°) Le groupe des Verts/ALE met l'accent sur la promotion d'un entrepreneuriat vert (green entrepreneurship) afin de créer des emplois durables dans les territoires en Europe. Selon vous, dans quelle mesure l'entrepreneuriat social contribue-t-il à l'entrepreneuriat vert?

« La transition écologique ne pourra se faire que si l'on remet l'humain au premier plan. [...] Il faut donc sécuriser les parcours professionnels : garantie de revenus suffisants, accompagnement social de qualité. À ce titre, les organismes de l'économie sociale, et en premier lieu les organismes d'insertion sont un rouage essentiel de la transition, puisqu'ils proposent à leurs membres des qualifications et des compétences durables (dans l'efficacité énergétique, les rénovations thermiques, le recyclage...). »

« Par ailleurs, un rapprochement des deux univers conduit à des améliorations globales de performance des entreprises de l'ESS en matière de gestion environnementale interne ». »

III. Les revendications des acteurs à la veille des élections européennes

Cette période charnière dans l'agenda politique européen est l'occasion pour les acteurs de l'économie sociale – représentés dans de nombreux réseaux à Bruxelles – de formuler leurs revendications pour un modèle économique et social européen plus inclusif, et pour l'élargissement des politiques en faveur de l'entrepreneuriat social.

1. Pour une Europe plus sociale et solidaire

Les associations et ONG nationales et européennes, dont les défis ont été multipliés par la situation de crise sur le Vieux Continent, se sont massivement exprimées en faveur d'une Europe plus solidaire et durable. Comme le souligne le réseau *Social Platform*³⁰, le nombre de personnes en situation de pauvreté a augmenté en Europe de 10 millions en 5 ans (soit 124 millions de personnes sur le continent considérées comme étant en situation de pauvreté), les inégalités de revenus se sont accrues et le taux de chômage a fortement augmenté, passant de 7.1% en 2008 à 10.9% en 2013³¹. Cette nouvelle donne socio-économique éloigne l'Europe des objectifs qu'elle s'était fixée dans la stratégie Europe 2020, notamment celui d'une réduction de la pauvreté de 20 millions de personnes.

La dégradation de la situation économique et sociale s'explique bien sûr par la crise financière et économique qui a frappé l'Europe à partir de 2007, mais le rôle des politiques d'austérité dans ce processus ne doit pas être sous-estimé. *Spring Alliance*, – qui rassemble des syndicats et des organisations sociales, environnementales et de développement, comme les réseaux Social Platform, Concord³² et EEB³³ – en appelle dans son manifeste à **mettre fin à l'austérité** en Europe et à lancer un plan de relance « *au service de l'homme et de la planète* ». *Spring Alliance* demande aux futures institutions européennes une révision des politiques économiques, notamment une réorientation du semestre européen³⁴ vers des objectifs environnementaux et sociaux, le recours à des indicateurs autres que le PIB, l'adoption d'une politique fiscale juste et « verte », une réforme plus ambitieuse du secteur financier et le **respect des droits fondamentaux** comme base du marché unique³⁵.

Le réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté (European Anti-Poverty Network) a quant à lui lancé en mars la campagne « *Electing Champions for a social Europe* » invitant les candidats au Parlement européen à signer un document d'engagement pour une Europe plus inclusive³⁶.

³⁰ Plateforme des ONG sociales européennes : www.socialplatform.org

³¹ SOCIAL PLATFORM, « Member states agree more must be done to reach the Europe 2020 targets », *The Platform of European NGOs*: bit.ly/1g34aNS

³² Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement : www.concordeurope.org

³³ Fédération des organisations environnementales citoyennes : www.eeb.org

³⁴ Le « semestre européen » est un cycle de coordination des politiques économiques et budgétaires au sein de l'UE, ayant lieu dans les six premiers mois de chaque année. Plus d'infos, voir : CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, *Qu'est-ce que le semestre européen* : bit.ly/1hKp5Kq

³⁵ <http://springalliance.eu/node/4>

³⁶ <http://www.eapn.eu/images/stories/docs/campaigns/EAPN-2014-EP-Elections-Manifesto.pdf>

2. Créer un écosystème favorable au développement de l'économie sociale

Le secteur de l'économie sociale a également demandé aux institutions européennes l'implémentation de politiques favorables à son développement lors de l'événement « Entrepreneurs sociaux : prenez la parole ». Cette rencontre a donné lieu à la rédaction d'une « Déclaration finale de Strasbourg » qui constitue un « *appel à agir pour libérer le potentiel des entreprises sociales* » en 10 idées-clés. Le réseau *Social Economy Europe* a également publié un « mémorandum Elections européennes 2014 » annonçant les grandes lignes de revendications des acteurs de l'économie sociale, qu'il a pu exprimer face au Parlement européen lors d'une audience publique de l'Intergroupe économie sociale le 2 avril dernier.

La création ou le maintien **d'instances spécialisées** sur l'économie sociale **au sein des institutions européennes** est régulièrement cité par ces acteurs comme une des priorités post-électorales. Ils demandent la continuité de l'Intergroupe économie sociale dans le prochain Parlement européen, celui-ci ayant contribué à inscrire l'économie sociale dans l'agenda de l'hémicycle et à créer un dialogue régulier entre les institutions et la société civile. Quant à la Commission européenne, les acteurs demandent la « *création d'une unité spécialisée ou d'un département transversal chargé des questions d'économie sociale* » (*Social Economy Europe*) ou « *une structure interservices permanente chargée spécifiquement de ces questions* » (Déclaration de Strasbourg). Aujourd'hui, les différents cadres utilisés par plusieurs DG se chevauchent, ce qui est source de confusion. Jean-Claude Mizzi, de la DG Markt, a affirmé le 2 avril que ce sujet était « sur la table », mais que cela dépendait maintenant de la prochaine Commission.

Par ailleurs, les acteurs du secteur demandent aux institutions européennes de **donner plus de place à l'économie sociale** dans toutes leurs politiques économiques et sociales. Elles doivent « *donner un plus grand rôle aux entreprises sociales dans les réformes structurelles de sortie de crise, en particulier là où l'économie sociale est moins développée* »³⁷. La collaboration des différents niveaux politiques avec le secteur doit d'ailleurs être renforcée selon les acteurs, « *afin de co-construire de nouvelles politiques destinées à soutenir l'entreprises sociale, en phase avec les contextes locaux* »³⁸. *Social Economy Europe* propose de travailler en concertation avec les institutions pour définir un « *plan d'action européen de développement des entreprises de l'économie sociale* »³⁹.

L'ensemble des parties prenantes souligne les avancées réalisées par l'IES et considère que « ***l'UE doit mener à terme toutes les actions de l'IES*** », et « *s'engager dans une seconde phase de l'initiative, afin d'élargir son champ d'action et renforcer les partenariats* »⁴⁰.

« Après Strasbourg, il faudra passer de la parole aux actes, il faudra une IES II »

Alain Coheur,
Président de Social
Economy Europe*

*2 avril 2014

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.*

³⁹ SOCIAL ECONOMY EUROPE, *Memorandum 2014 European Elections*, 2013, p.5

⁴⁰ COMMISSION EUROPÉENNE (Marché unique), *Déclaration finale de Strasbourg*, Entrepreneurs sociaux : prenez la Parole !, Strasbourg, 16 & 17 janvier 2014.

Certains réseaux, à l'instar de CICOPA ou SOLIDAR, rappellent cependant le **risque de confusion** au niveau européen **entre l'économie sociale et le social business** et invitent l'Europe à ne pas concentrer son attention sur les seules entreprises sociales, qui ne représentent qu'une partie du secteur.

Dans la continuité des politiques menées jusqu'alors par la Commission européenne, les acteurs de l'économie sociale demandent également l'accomplissement des politiques suivantes :

1. « *la mise en place d'une feuille de route commune et claire pour **des statuts européens pour les fondations, les mutuelles et les associations*** », l'économie sociale ne pouvant « *s'épanouir et développer son potentiel que si un cadre légal, accompagné de conditions politiques, législatives et opérationnelles appropriées est introduit au niveau européen* »⁴¹.
2. Le développement **d'instruments financiers** permettant de soutenir les entreprises de l'économie sociale tout au long de leur cycle de vie
3. Le développement d'une méthodologie appropriée pour mesurer **l'impact social**, permettant de répondre aux besoins des acteurs de l'économie sociale, des autorités publiques, des bénéficiaires et acteurs financiers⁴². Les entrepreneurs sociaux réunis à Strasbourg ont, plus largement, demandé à l'ensemble des acteurs d' « *envisager la croissance et la création de valeur dans une perspective plus large, en y incluant des indicateurs sociaux et la mesure positive de l'impact social* »⁴³
4. Le soutien à **l'innovation sociale** et l'échange de bonnes pratiques en la matière (une attention devra être portée non seulement à la résolution du problème – au résultat atteint – mais aussi au processus d'intervention)⁴⁴.
5. La prise en compte des spécificités des acteurs de l'économie sociale réalisant des **services sociaux d'intérêt général** (SSIG) : leur garantir un cadre réglementaire et politique, des financements, ainsi qu'une reconnaissance dans la mise en application des marchés publics⁴⁵. La CICOPA regrette à ce sujet l'absence de lien clair entre les SSIG fournis par ces entreprises et les politiques sociales⁴⁶.
6. La poursuite des efforts dans la collecte de **statistiques** spécifiques à l'économie sociale par les pouvoirs publics nationaux et européens.

⁴¹ SOCIAL ECONOMY EUROPE, *Memorandum 2014 European Elections*, 2013, p.6

⁴² *Id.*, p.8

⁴³ COMMISSION EUROPÉENNE (Marché unique), *Déclaration finale de Strasbourg*, *op.cit.*

⁴⁴ SOCIAL ECONOMY EUROPE, *Memorandum 2014 European Elections*, 2013, p.8

⁴⁵ *Id.*, p.10

⁴⁶ Déclarations de Bruno Roelants, secrétaire-général, Intergroupe économie sociale, 2 avril 2014.

Conclusion

L'Union européenne a fait preuve, au cours des dernières années, d'un dynamisme sans précédent dans son soutien à l'entrepreneuriat social et à l'innovation sociale. Le futur Parlement européen et, surtout, la future Commission européenne ont toutefois encore des défis à relever : continuer les politiques existantes et élargir encore leurs bénéficiaires. Autrement dit, ils devront soutenir l'ensemble des acteurs de l'économie sociale sans oublier les entreprises collectives, sans omettre d'apporter un soutien financier aux associations de plus en plus menacées par la précarité, sans imposer une politique d'austérité contribuant à fragiliser les populations en Europe.

Les gouvernements nationaux ont un important rôle à jouer dans ce processus : d'abord dans la fixation des grandes lignes stratégiques européennes, mais aussi dans la retranscription des directives communautaires dans les législations nationales et dans l'adoption de politiques nationales favorables à l'ensemble de l'économie sociale. Les élections européennes portent l'attention sur le niveau communautaire, mais c'est bien à tous les échelons politiques que doivent être déclinées des politiques de soutien à l'économie sociale, dans un esprit de forte collaboration entre autorités.

Bibliographie

Publications et rapports

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, *La Fabrique de l'Innovation Sociale*, Hors-Série n°62, juin 2013

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES ET D'INFORMATIONS SUR L'ÉCONOMIE PUBLIQUE SOCIALE ET COOPÉRATIVE (CIRIEC), *L'économie sociale dans l'Union européenne*, Rapport élaboré pour le Comité économique et social européen, Bruxelles, 2012

COMMUNICATION EUROPÉENNE, *Économie sociale et entrepreneuriat social. Guide de l'Europe sociale*, Volume 4, 2013

CONFRONTATION EUROPE, ALIX et NANTEUIL (sous la dir.), *Pour une économie de la confiance en Europe : la contribution de l'économie sociale et solidaire*, L'Option, n° 33, janvier 2014

DEFOURNY & NYSENS, « Social innovation, social economy and social enterprise: what can the European debate tell us? », in *"International Handbook on Social Innovation. Social Innovation, Collective Action and Transdisciplinary Research"* 2013

POUR LA SOLIDARITE, *Quelle place pour l'économie sociale en Europe ?*, Working Paper, juillet 2013

POUR LA SOLIDARITE, *L'intérêt grandissant pour l'entrepreneuriat social : des origines du concept aux perspectives qui se profilent en Europe*, avril 2013

SAW-B, *Entreprise sociale et Union européenne : opportunité pour l'économie sociale ?*, Analyse 2011

Documents officiels

COMMISSION EUROPÉENNE, Communication « *Europe 2020 – Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive* », COM(2010) 2020, 3.3.2010

COMMISSION EUROPÉENNE, Communication « Initiative pour l'entrepreneuriat social. Construire un écosystème pour promouvoir les entreprises sociales au coeur de l'économie et de l'innovation sociales », COM(2011) 682 final, 25.10.2011

COMMISSION EUROPÉENNE, Communication « *L'Acte pour le marché unique. Douze leviers pour stimuler la croissance et renforcer la confiance. Ensemble pour une nouvelle croissance* », COM(2011) 206 final, 13.4.2011

COMMISSION EUROPÉENNE, Communication « *L'acte pour le marché unique II* », COM(2012) 573 final, 3.10.2012

COMMISSION EUROPÉENNE, DG Marché Intérieur et services, brochure « *L'Initiative pour l'entrepreneuriat social de la Commission européenne* », 01.2014.

COMMISSION EUROPÉENNE, GECES Subgroup on social impact measurement, *Summary of Report*, 11.2013 : http://ec.europa.eu/internal_market/social_business/docs/expert-group/20131128-summary-impact-measurement-subgroup_en.pdf

Manifestes, mémorandums et autres documents politiques

ALLIANCE OF LIBERALS AND DEMOCRATS FOR EUROPE PARTY, *Une Europe à votre service*, Manifeste, 2013

CICOPA EUROPE, *Manifesto of cooperatives active in industry and services for the 2014 European Parliament Elections*, Brussels

EUROPEAN ANTI-POVERTY NETWORK, *Electing Champions for a social Europe, EAPN's manifesto for the 2014 European Parliament Elections*, 2014

EUROPEAN CONSERVATIVES AND REFORMISTS GROUP, *Guide du groupe ECR au Parlement européen*, 2011

EUROPEAN GREEN PARTY, *Adopted Common Manifesto 2014*, Green Electoral Convention, Brussels, 22.02.2014

EUROPEAN GREEN PARTY, *Green jobs : successes and opportunities for Europe*, Brussels, 02.2014

EUROPEAN LEFT, *EL Programmatic Platform for 2014 European Elections*, Brussels, 12.2013

EUROPEAN PEOPLE'S PARTY, *EPP Electoral Manifesto*, Dublin Congress, 6 – 7 March 2014

PARTY OF EUROPEAN SOCIALISTS, *Manifeste du PSE, Pour une nouvelle Europe*, 01.03.2014, 5p.

PARTY OF EUROPEAN SOCIALISTS, *PES Fundamental Programme*, Brussels, 22.06.2013, 14p.

SOCIAL ECONOMY EUROPE, *Memorandum 2014 European Elections*, 2013, 11p.

SOLIDAR, *Promoting the social economy as a driver for inclusive growth and social progress*, Social Economy Framework Paper, Brussels, 03.2014,

Articles en ligne et communiqués de presse :

COMMISSION EUROPÉENNE, Communiqué de presse, *Investissements sociaux: la Commission encourage vivement les États membres à mettre l'accent sur la croissance et la cohésion sociale*, publié le 20.02.13 : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-125_fr.htm?locale=FR

EURACTIV, *EU Conservatives call single candidate election campaigns a '1950-style vision'*, publié le 24.02.2014 : <http://www.euractiv.com/eu-elections-2014/conservative-party-single-candid-news-533690>

RECMA, *Vers un label « Fonds d'entrepreneuriat social européen »*, publié le 28.03.2013: <http://recma.org/node/3334>

VERGIAT, *Economie sociale et solidaire : quels enjeux à la veille des élections européennes ?*, tribune publiée par la députée européenne Marie-Christine Vergiat sur le site web de l'Humanité : <http://www.humanite.fr/politique/quels-enjeux-la-veille-des-elections-europeennes-560300>

AVISE, *Interview d'Emmanuel Vallens, coordinateur des politiques à la Commission européenne*, publié le 29.01.2013 : bit.ly/1jd2WRq

Colloques, séminaires, conférence

COMMISSION EUROPÉENNE, *Déclaration finale de Strasbourg*, Entrepreneurs sociaux : prenez la Parole !, Strasbourg, 16 & 17 janvier 2014

POUR LA SOLIDARITE, *Compte-rendu de l'Intergroupe économie sociale du Parlement européen. L'avenir des politiques d'économie sociale après la déclaration de Strasbourg*, Bruxelles, audience publique du 2 avril 2014

ROBERT (*EUROPEAN ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE*), *Social Impact Measurement*, colloque "Entreprises sociales, pourquoi et comment mesurer votre impact social ?" – organisé par Pour la Solidarité, en partenariat avec Saw-B – Bruxelles, le 11 février 2014

Multimédias

COMMISSION EUROPÉENNE, Webcast Portal, *Social entrepreneurs : Have your Say !*, « Social entrepreneurship and the European Parliament » : http://webcast.ec.europa.eu/eutv/portal/_v_fl_300_fr/player/index_player_fr.html?id=21618&pId=21604

ARTE FUTURE, *L'entrepreneuriat social s'invite dans le débat européen*, vidéos publiées le 11.03.2014 et accessibles sur : <http://future.arte.tv/fr/entrepreneuriat-social>

Sitographie :

ALLIANCE OF LIBERALS AND DEMOCRATS FOR EUROPE PARTY : <http://www.aldeparty.eu>

COMMISSION EUROPÉENNE : <http://ec.europa.eu/>

CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE : <http://www.consilium.europa.eu>

CONFEDERAL GROUP OF THE EUROPEAN UNITED LEFT/NORDIC GREEN LEFT : <http://www.guengl.eu>

EUROPEAN CONSERVATIVES AND REFORMISTS GROUP : <http://ecrgroup.eu/>

EUROPEAN GREEN PARTY : <http://campaign.europeangreens.eu/>

EUROPEAN LEFT : <http://www.european-left.org/>

EUROPEAN PEOPLE'S PARTY : <http://www.epp.eu/>

PARLEMENT EUROPÉEN : <http://www.europarl.europa.eu/>

PARTY OF EUROPEAN SOCIALISTS : <http://pes.eu/>

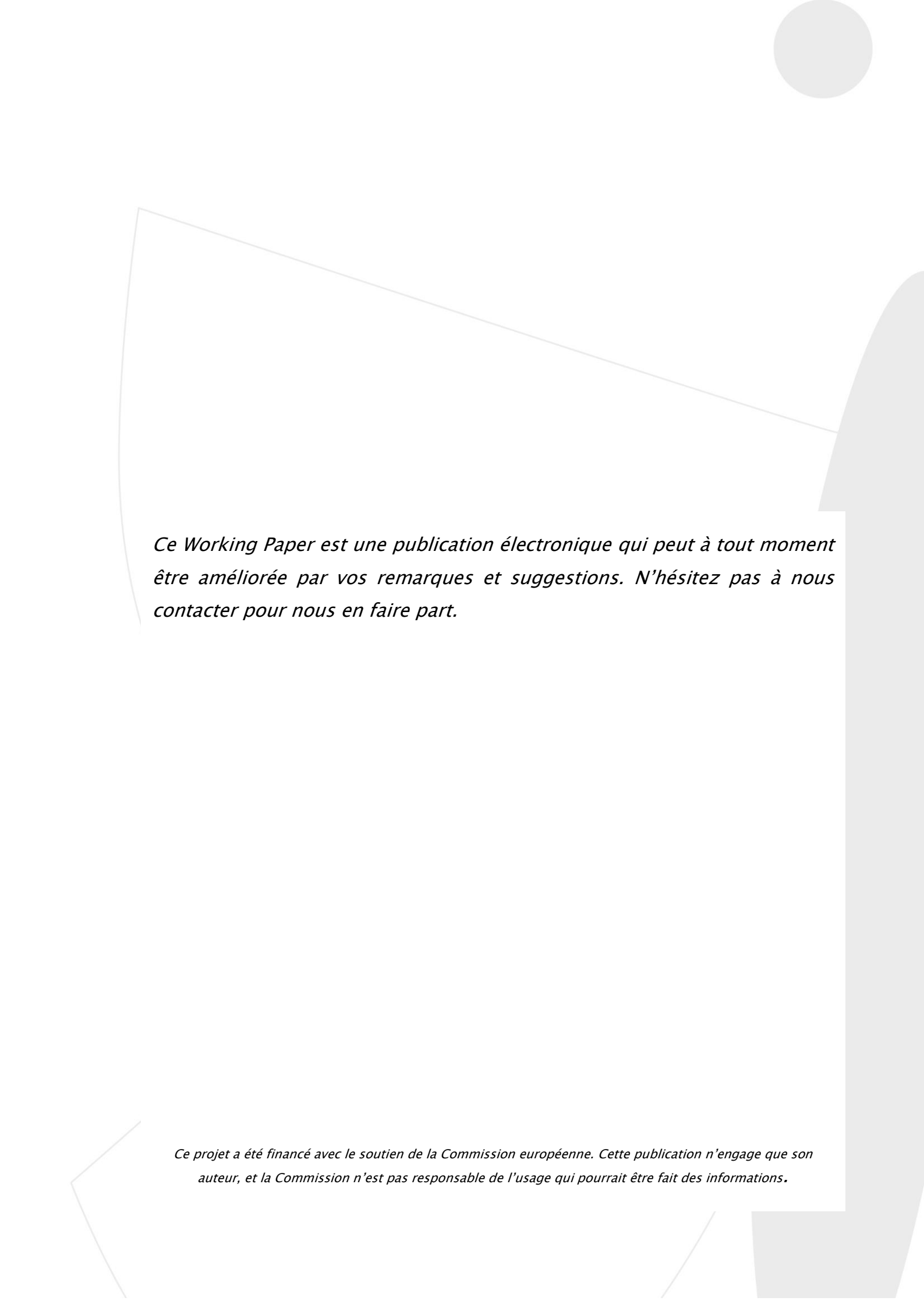
SOCIAL ECONOMY EUROPE : <http://www.socialeconomy.eu.org/>

SOCIAL INNOVATION EUROPE (plateforme):

<https://webgate.ec.europa.eu/socialinnovationeurope/home>

SOCIAL PLATFORM: <http://www.socialplatform.org>

SPRING ALLIANCE : <http://springalliance.eu>



Ce Working Paper est une publication électronique qui peut à tout moment être améliorée par vos remarques et suggestions. N'hésitez pas à nous contacter pour nous en faire part.

Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Cette publication n'engage que son auteur, et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations.

Collection des publications Pour la Solidarité

Directeur éditorial : Denis Stokkink

Aperçu de nos récentes publications :

Working Papers Pour la Solidarité *Éclairages sur des enjeux d'actualité*

L'inclusion sociale et l'insertion socioprofessionnelle des détenus et ex-détenus : politiques et directives européennes.

Sophie Pinilla, mars 2014

Art & handicap en Belgique francophone.

Sanjin Plakalo, février 2014

Les métiers de la création et de la culture dans la Stratégie Europe 2020.

Élise Dubetz, février 2014

Le système public suédois des retraites au prisme de la méthode ouverte de coordination : identification d'une « bonne pratique ».

Hélène Gire, février 2014

Les discriminations sur les réseaux sociaux.

Céline Brandeleer, décembre 2013

L'Europe sociale face à la crise, quels enjeux en matière d'emploi ?

Margaux Prival, septembre 2013

Pourquoi et comment l'Etat doit-il soutenir la demande de services à la personne ?

Fanny Cools, septembre 2013

L'économie sociale dans le secteur de l'énergie : le cas des coopératives d'énergie renouvelable en Europe.

Pol Cadic et Alexandra Collin, juillet 2013

Cahiers Pour la Solidarité *Résultats de recherches comparatives européennes*

La Transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie.

Sanjin Plakalo, mars 2013

Les primo-arrivants face à l'emploi en Wallonie et à Bruxelles.

Elise Dubetz, septembre 2012

Les Emplois Verts, une nouvelle opportunité d'inclusion sociale en Europe.

Lise Barutel & autres auteurs, mai 2012

Études & Dossiers Pour la Solidarité *Analyses et réflexions sur des sujets innovants*

Les enjeux santé & logement en Région bruxelloise.

Rachida Bensliman, septembre 2013

L'impact de la 6^e réforme de l'État belge sur sa représentation au Conseil de l'UE : le cas de la filière emploi.

François Moureau, mars 2013

Services de proximité & nouvelles technologies : une union prometteuse pour l'économie plurielle.

Fanny Cools, septembre 2012



Rue Coenraets, 66
1060 Bruxelles – Belgique

www.pourlasolidarite.eu
info@pourlasolidarite.eu

Tél. : +32.2.535.06.88
Fax : +32.2.539.13.04

